

Bulletin Documentaire Insertion



Le Bulletin Documentaire Insertion (BDI) est un support informatif produit par la Direction Générale Adjointe de l'Insertion – Accompagnement Social et Insertion (DGA-ASI) du Conseil Départemental de la Guadeloupe.

Ce bulletin aborde des thématiques spécifiques et/ou transversales aux actions d'insertion sociale et professionnelle.

Il est ainsi nourri par des sources documentaires multiples : revues spécialisées, presse locale/nationale, études et rapports gouvernementaux.

Il résulte d'une veille sur les événements, actions, initiatives locales, territoriales, nationales. Le BDI est donc composé de synthèses, tout en proposant un lien permettant d'accéder à l'article de presse intégral.

Ce Bulletin vous est proposé mensuellement, au regard des informations utiles aux professionnels impliqués dans la mise en œuvre des Politiques Publiques du Conseil Départemental de la Guadeloupe, notamment du Programme Départemental de l'Insertion 2022-2028.



Presque 20% des sortants de l'indemnisation étaient au RSA

Le 31/10/2025. Benjamin D'ALGUERRE

[« Lien vers l'article »](#)



Résumé

Une étude de la Dares s'interroge sur le devenir des chômeurs en fin de droits. Si 79 % des sortants reprennent un emploi à temps plein, les 21 % restant – soit 54 000 personnes, sortent de la catégorie en raison de l'épuisement de leurs droits. Que deviennent « *ces 54 000 individus en fins de droits* » ciblés par l'enquête ? Les résultats attestent que 18 % des anciens allocataires du chômage en fin de droits s'orientent vers le revenu de solidarité active (RSA) tandis que 11 % bénéficient de l'allocation de solidarité spécifique (ASS). A l'inverse, 71 % ne bénéficient d'aucune des deux prestations.



Contre le décret RSA, une mobilisation des deux côtés du guichet

Le 04/11/2025. Maud SIMONET

[« Lien vers l'article »](#)



Résumé

L'étude de l'Unedic révèle la grande diversité des profils des allocataires à l'assurance-chômage (inscrite à France Travail) en France :

- Profils des allocataires : Les motifs de prise en charge incluent principalement les fins de CDD (14 %), les ruptures conventionnelles (18 %), et les licenciements économiques (5 %). Ces allocataires sont majoritairement des femmes âgées de 20 à 40 ans, avec des pics d'âge à 60 ans pour les ruptures conventionnelles et les licenciements.
- Allocations et spécificités : Les allocations journalières sont plus élevées après des ruptures de contrats longs, avec les travailleurs frontaliers (54 000) touchant en moyenne 69 euros par jour, ce qui représentent un coût significatif, avec un déficit annuel de 800 millions d'euros.



INSERTION ET EMPLOI

franceinfo:

L'immersion professionnelle, un outil de retour à l'emploi pour les chômeurs 2025

Le 28/10/2025. Laurine BENJEBRIA

[« Lien vers l'article »](#)



Résumé

Il s'agit ici d'un reportage de radio France au sein de France Travail qui nous fait découvrir l'un des outils utilisés par l'institution pour pousser les chômeurs suivis, à la reprise d'une activité professionnelle. Ici, l'auteure a orienté sa caméra sur les actions d'immersion professionnelle qui consistent à permettre aux demandeurs d'emploi d'effectuer des journées d'observation pour tester un métier avant d'entamer un cycle de formation et d'anticiper les tensions de recrutement.



Plus de 200 postes à pourvoir : La Guadeloupe recrute au Salon de Paris pour l'emploi

Le 04/11/2025. RCI Web et Aline

[« Lien vers l'article »](#)



Résumé

Le Salon de Paris pour l'Emploi, qui s'est déroulé les 6 et 7 novembre 2025 a regroupé au Pavillon Outre-mer, le Département de la Guadeloupe, l'UDE-MEDEF, France Travail, des entreprises et associations du Département de la Guadeloupe. L'objectif principal était de proposer plus de 200 offres d'emplois sur des postes en tension sur des secteurs spécifiques, non pourvus, notamment aux élèves des grandes écoles. Adrien Baron, Vice-Président en charge de la formation et de l'insertion du Conseil Départemental, interviewé par RCI, a souligné l'opportunité pour ces publics d'accéder à de réelles opportunités en Guadeloupe.

Qui sont les chômeurs ? L'étude qui casse les stéréotypes

Le 05/11/2025. Alain RUELLO

[!\[\]\(dfbd6b3763a6d1d9afaa974f64e2e4b5_img.jpg\) « Lien vers l'article »](#)



Résumé

L'étude de l'Unedic démystifie le profil des allocataires de l'assurance chômage, relevant 3 catégories majeures.

Elle a répertorié les allocataires en fonction de la nature de leur dernier contrat :

- Motifs d'inscription variés : fin de contrat de travail (50%), rupture de contrat (50%). Ce dernier groupe réunit les personnes en fin de période d'essai, les démissionnaires et les publics en reconversion.
- Profils diversifiés : La pyramide des âges établie relève que les femmes inscrites au chômage suite à une fin de CDD sont généralement âgées entre 20 et 40 ans, alors que les ruptures conventionnelles atteignent un pic chez les personnes de 60 ans.

Par ailleurs, l'étude identifie le cas particulier du niveau d'indemnisation des frontaliers qui atteint 69 euros par jour. Ce groupe qui ne comprend que 1% des affiliés génère pourtant un déficit de 800 millions d'euros par an à l'UNEDIC.



Le Service Pajemploi victime d'un vol de données, jusqu'à 1,2 million de personnes concernées

17/11/2025. RCI Web avec AFP

[!\[\]\(626ce8ac21792b9405bfddfea8e0c96a_img.jpg\) « Lien vers l'article »](#)



Résumé

Le 14 novembre dernier, l'un des services de l'URSSAF, le service Pajemploi dédié à la rémunération des assistants maternels et des personnes qui assurent des gardes à domicile, a subi un vol de données personnelles touchant jusqu'à 1,2 million de salariés.

L'Urssaf assure que cette attaque n'impacte pas le fonctionnement du service Pajemploi, que les déclarations et paiements continuent normalement, puisqu'elle n'implique que des données nominatives.

L'incident a été signalé à la CNIL et à l'ANSSI, et qu'une plainte pénale sera déposée.

L'Urssaf recommande une vigilance accrue face aux tentatives de fraude.



Au cœur du débat public

Le 29/10/2025. La Rédaction

[« Lien vers l'article »](#)



Résumé

La Première édition de cet atlas présente des écarts notables en matière de pauvreté et d'inégalités selon les territoires.

Disparités territoriales : L'ouest est plus aisé. Tandis que les régions du nord, du nord-est, le littoral sud-ouest et la diagonale qui traverse l'hexagone du sud-ouest au nord-est sont plus touchées par la pauvreté et les inégalités.

Pauvreté urbaine : Les grandes agglomérations (Paris, Marseille, Lille) concentrent d'avantage la pauvreté monétaire.

Départements d'outre-mer : Ils sont particulièrement exposés. Ils affichent les taux de pauvreté et d'inégalités les plus élevés. Les chômeurs sont plus particulièrement touchés par la pauvreté (entre 20,7% et 30,1%).

Chômage et pauvreté : Dans l'hexagone, les taux de chômage les plus élevés correspondent souvent aux départements qui enregistrent les taux de pauvreté monétaires et d'inégalité de niveau de vie (Seine-Saint-Denis, Pyrénées orientales, Nord).



Le
Media
Social

La Fondation pour le logement dénonce "une politique de l'expulsion" depuis la loi "anti-squat"

Le 27/10/2025. Marine DERQUENNE

[« Lien vers l'article »](#)



Résumé

La Fondation pour le logement critique la loi "anti-squat" de 2023, soulignant :

- l'impact de la loi "Kasbaran-bergé" sur l'augmentation alarmante des expulsions illégales (+29%), les procédures d'expulsion accélérées (-15 mois) et les difficultés accrues à obtenir des délais de paiement ;
- les conséquences sociales de ces expulsions sur la précarisation de nombreuses familles ;
- la contre-productivité de cette loi, en appelant à relancer un plan national de prévention des expulsions pour éviter de nouveaux drames.



Chèques Energie : une nouvelle règle d'attribution pour mieux cibler les foyers modestes.

Le 05/11/2025. Rédaction

[« Lien vers l'article »](#)



Résumé

L'article restitue les nouvelles modalités d'attribution et d'utilisation du chèque énergie visant à mieux cibler les foyers modestes en Guadeloupe et réduire les erreurs administratives.

Le dispositif définit l'éligibilité désormais sur trois critères d'attribution : le numéro de compteur d'électricité du logement (PDL), le revenu fiscal de référence et le nombre de personnes composant le foyer fiscal.

Il prévoit deux modes d'usage simplifiés du chèque : soit une pré-affectation automatique au fournisseur choisi, soit une utilisation directe, en ligne, au distributeur d'énergie sélectionné.

La distribution des chèques énergie en Guadeloupe intervient entre le 3-7 novembre 2025 et les montants alloués pour le règlement des factures d'électricité et de gaz, varient de 48 à 277 euros.



La Banque alimentaire de Guadeloupe mobilisée contre la Précarité

Le 08/11/2025. MV

[« Lien vers l'article »](#)



Résumé

La Banque alimentaire intensifie ses actions contre la précarité alimentaire sur l'ensemble du territoire de la Guadeloupe, avec des distributions et des partenariats locaux.

En octobre, l'association a collecté 72,3 tonnes de denrées collectées, distribué 153 290 repas aux publics précaires du Département, et près de 6 tonnes de fruits et légumes à 1 085 familles grâce à des structures partenaires incluant des CCAS, des associations et les épiceries solidaires.

L'objectif est de favoriser une alimentation saine et locale pour les bénéficiaires.

En outre, la Banque Alimentaire de Guadeloupe a préparé la Collecte nationale des 28 et 29 novembre, organisée dans 31 magasins partenaires de Guadeloupe et de Marie-Galante visant à la solidarité pour lutter contre la faim et l'exclusion.

Enfin le 4 novembre, l'association a signé une convention de partenariat avec l'État et le Lycée agricole de Guadeloupe pour cultiver des fruits et légumes sur le site de Guadeloupe Agro Campus.



INSERTION ET AIDES SOCIALES



Allocation aux adultes handicapés (AAH) : la hausse des effectifs dans les territoires

Le 29/10/2025. Claire BOUCHEREAU

[!\[\]\(d66ff64371a51729ac8c1cdaa685ba6f_img.jpg\) « Lien vers l'article »](#)



Résumé

L'article analyse l'évolution de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) en France, mettant en lumière l'augmentation des bénéficiaires et des dépenses publiques. L'AAH est une prestation qui a connu une augmentation de ses bénéficiaires de 20% entre 2018 et 2025, atteignant 1 341 370 allocataires.

Cette croissance a été attribuée à divers facteurs : augmentation de la population âgée, l'allègement des conditions d'attribution et notamment la déconjugalisation de l'AAH depuis 2012. Une attention est portée par l'étude sur l'évolution de l'AAH dans les départements et les régions depuis 2018, représentant un taux de croissance annuel moyen de 6.3%.



Les ménages sans enfants pourraient être privés de la prime de Noël

Le 04/11/2025. Agathe PERRIER

[!\[\]\(95b425611cbd2b8716a140cf67c81822_img.jpg\) « Lien vers l'article »](#)



Résumé

L'article traite de la proposition du gouvernement français de restreindre la Prime de Noël aux ménages modestes avec enfants, suscitant des réactions critiques. Cette décision est justifiée par la nécessité de rétablir l'équilibre budgétaire de la Sécurité Sociale.

L'auteur rappelle l'historique de la prime de Noël, créée en 1997, qui est un acquis social obtenu après une vague de protestations. Son montant, fixé à 152€, n'a pas été revalorisé depuis l'année 2000, malgré l'inflation.

Les syndicats ont demandé cette revalorisation mais le gouvernement reste réticent à répondre à cette demande.

Sébastien Lecornu affirme que le gouvernement déposera un projet de loi en décembre sur l'allocation sociale unique

Le 17/11/2025. ED Jones/AFD

[« Lien vers l'article »](#)



Résumé

Le gouvernement, dirigé par le Premier Ministre Sébastien LECORNU déposera un projet de loi en décembre pour créer une « *allocation sociale unique* » qui regroupera plusieurs prestations sociales dont le revenu de solidarité active (RSA), certaines aides au logement et des mesures de soutien financier pour les départements.

Par cette initiative, le gouvernement vise à simplifier les prestations et à réduire les coûts de gestion. Laurent Wauquiez propose que cette allocation sociale unique soit plafonnée à « 70 % du smic » afin de lutter contre l'assistanat. De leur côté, les associations de défense des publics en situation de précarité, estiment qu'une harmonisation des bases de prestations sociales reste appréciable en raison du taux de non-recours. Cependant, elles craignent que cette réforme, encore floue, se fasse aux dépens des plus vulnérables.



Le Secours catholique ne recule pas devant la montée de la pauvreté

Le 26/11/2025. Jeremiah CARLTON

[« Lien vers l'article »](#)



Résumé

Le dernier rapport du Secours Catholique fait le constat d'un accroissement inquiétant du phénomène de pauvreté en Guadeloupe.

Ainsi, le Secours Catholique relève que :

- 2200 familles sont en très grande difficulté,
- 67% des familles ont des besoins alimentaires,
- 73 % des nouveaux bénéficiaires sont en situation précaire.

La pauvreté est devenue structurelle, affectant de plus en plus de familles, notamment des femmes, des familles monoparentales et un nombre croissant de personnes d'origine étrangère.



INSERTION ET INITIATIVE DES TERRITOIRES



Semaine de l'Insertion 2025 : 14 structures ouvrent leurs portes pour faire découvrir les métiers et booster l'emploi

Le 20/10/2025.

[!\[\]\(d66ff64371a51729ac8c1cdaa685ba6f_img.jpg\) « Lien vers l'article »](#)



Résumé

La semaine de l'insertion, initiée par Synerg'IAE69 et 14 Structures d'Insertion par l'Activité Économique, vise à favoriser l'accès à l'emploi durable pour les personnes éloignées de l'emploi, à travers des visites immersives destinées à découvrir les métiers.

A cette occasion, les professionnels de l'insertion ont pu présenter leurs activités et rencontrer des personnes en recherche d'emploi pour se tenir informées des postes disponibles. La manifestation permettait également de mieux connaître le rôle central des professionnels de l'emploi, prescripteurs, orienteurs, partenaires et encadrants dans l'accompagnement vers l'emploi.



Kafé Lyannaj : « Les voix de l'inclusion : Donnons-nous la parole »

Le 1/12/2025

[!\[\]\(95b425611cbd2b8716a140cf67c81822_img.jpg\) « Lien vers l'article »](#)



Résumé

Le Mémorial ACTe accueille le 3 Décembre 2025, la restitution des 7 Kafé Lyannaj, célébrant le 20^{ème} anniversaire de la Loi Handicap et la promotion de l'Inclusion.

Cet évènement inclusif a permis de proposer un espace convivial d'échanges autour de thématiques sociétales comme le vivre-ensemble, la notion d'inclusion et de mixité sociale.

De même, un guide de sensibilisation sur le handicap est proposé pour le grand public, visant à promouvoir l'inclusion sociale et à renforcer les compétences psychosociales des utilisateurs.



SEEPH 2025 : retour sur une semaine engagée en faveur de l'inclusion

Le 25/11 /2025. Diane PEZERON DUBOIS

[!\[\]\(99f58673407353e96a019fbca558fd72_img.jpg\) « Lien vers l'article »](#)



Résumé

La troisième édition de la Semaine européenne axée sur l'inclusion des personnes handicapées s'est tenue du 17 au 21 novembre 2025 à Saint-Martin.

A cette occasion, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Saint Martin, 15 institutions et partenaires ont pu échanger autour de la thématique de l'inclusion et du handicap :

- Des actions de sensibilisation, de partage et d'immersion professionnelle ont été mises en place rassemblant institutions, entreprises et associations,
- Une table ronde a permis d'échanger sur les bonnes pratiques et les dispositifs pour améliorer l'accès à l'emploi des personnes en situation de handicap,
- L'association K'Daroles a présenté une prestation mêlant humour et pédagogie pour déconstruire les préjugés liés au handicap.

La CCISM s'engage à poursuivre ses actions tout au long de l'année pour maintenir la dynamique d'inclusion et ancrer une culture d'accessibilité sur le territoire.



KaruMag

« Réenchanter nos possibles » grâce au Festival international du Film des droits humains

N°198. Novembre-Décembre 2025. Adeline LOUAULT et Caroline BABLIN

[!\[\]\(a03a7eb2f4046e1d3c76772003e549ea_img.jpg\) « Lien vers l'article »](#)



Résumé

Le magazine KaruMag met en avant les initiatives d'économie sociale et solidaires de Martinique, Guyane et Guadeloupe, soulignant leur impact sur les communautés locales.

- **Le Ciné Woulé de Martinique** rend le cinéma et l'éducation audiovisuelle accessible à tous depuis 20 ans, via des projections gratuites en plein air, dans des quartiers éloignés, des actions éducatives incluant des ateliers pour les jeunes sur l'audiovisuel, révélant des talents locaux.
- **La Maison de la photographie et de l'Amazonie Paneiro Luminoso de Guyane** propose aux jeunes des zones marginalisées une démarche éducative innovante, utilisant la "pédagogie de la lumière" pour reconnecter les participants à leur identité et leur environnement. Ces ateliers intègrent des disciplines variées, favorisant l'expérimentation sensorielle.
- **L'association Lakou Bosco de Guadeloupe**, reconnue pour son accueil et son engagement communautaire, renforce son rôle de centre social en proposant des actions d'accompagnement à la Parentalité et des activités collectives et solidaires. Elle envisage d'aménager dans de nouveaux locaux, créant un environnement chaleureux qui sera dédié à la jeunesse et à l'éducation populaire.

BULLETIN DOCUMENTAIRE INSERTION



Direction Générale Adjointe- Accompagnement Social et Insertion (DGA-ASI)



📍 Hôtel du Département - Boulevard du Gouverneur Général Félix Eboué - 97100 BASSE-TERRE
☎ Tel : 0590 99 77 27 – 0590 99 77 33
✉ dgai@cg971.fr
🌐 www.cg971.fr
<http://insertion.cg971.fr>, un portail dédié à l'insertion
www.job971.fr, une plateforme Emploi au service des recruteurs et des bénéficiaires du RSA

Vers une Insertion durable

Equipe Projet DGA-ASI :

Anna RAMASSAMY
Cheffe de Projet

Cindy BOLOSIER
Chargée de Mission

Audrey LAVAURY
Conseillère Numérique

Allan AÏE
Assistant Manager